



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-126460>

Département(s) de publication : **75, 78**

Annonce n° **25-126460**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Présidence de la République

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux d'entretien et de réparation pour les bâtiments de la présidence de la République. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire pour les lots 1 à 4 et à marchés subséquents multi-attributaires pour les lots 5 à 8. L'accord-cadre a vocation à répondre à un besoin de travaux d'entretien et de réparation courants.

Description : La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux d'entretien et de réparation pour les bâtiments de la présidence de la République. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire pour les lots 1 à 4 et à marchés subséquents multi-attributaires pour les lots 5 à 8. Les lots 1 à 4 concernent les besoins dont l'estimation est inférieure ou égale à 15 000 € HT ou relèvent d'une intervention urgente : Ces lots correspondent aux prestations récurrentes et/ou urgentes. Les lots 5 à 8 concernent les besoins dont l'estimation est supérieure à 15 000 € HT ou relèvent d'une intervention considérée non urgente.

Identifiant de la procédure : 99a71fac-0fa3-444f-80c2-40603898fe21

Identifiant interne : 2025-039-00-00

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv) : 45300000 Travaux d'équipement du bâtiment

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 9,800,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Le présent accord-cadre correspond à un accord cadre à bons de commande mono-attributaire pour les lots 1 à 4 et à marchés subséquents multi-attributaires à prix forfaitaires (sur la base du bordereau des prix plafonds) pour les lots 5 à 8. Les documents demandés au titre de la candidature, les éléments exigés au titre de l'offre, les modalités d'examen des candidatures et des offres, et les critères d'attribution sont indiqués dans le règlement de la consultation. L'estimation globale, prévisionnelle et non contractuelle, pour l'ensemble des huit (8) lots est fixée à 9 800 000 € HT pour la durée totale du marché (4 ans). Les prestations faisant l'objet de cette consultation seront financées sur le budget de la présidence de la République (mission Pouvoirs Publics). Les prestations du marché public seront réglées conformément aux dispositions du CCAP. Le paiement s'effectuera par virement bancaire, le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Sans objet

Droit transnational applicable : Sans objet

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 8

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 8

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Electricité courants forts courants faibles (CFO-CFA), câblage, éclairage

Description : Electricité, courants forts, courants faibles (CFO-CFA), câblage, éclairage

Identifiant interne : 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45311200 Travaux d'installations électriques

Options :

Description des options : Reconductions

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint-Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque reconduction est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée de l'accord-cadre ne peut dépasser quatre (4) ans conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du code de la commande publique. En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la décision de non reconduction est communiquée au titulaire au minimum un (1) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Aucune indemnité n'est versée au titulaire en cas de non reconduction de l'accord-cadre par la présidence de la République.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 400,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 520,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé.

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 1 est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. Il a pour objet les travaux d'électricité courants forts courants faibles (CFO-CFA), câblage, éclairage sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°1 est fixé à 100 000 € HT soit 400 000€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité. Le montant maximum du lot 1 est fixé à 520 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : PLACE (plateforme des achats de l'Etat)

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Chauffage ventilation climatisation (CVC), plomberie, sanitaire

Description : Chauffage, ventilation, climatisation (CVC), plomberie, sanitaire

Identifiant interne : 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45331000 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

Nomenclature supplémentaire (cpv): 45330000 Travaux de plomberie

Options :

Description des options : Reconductions(s)

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint-Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La durée d'exécution de l'accord-cadre court, à compter de la date de notification, pour une période de douze (12) mois. L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque période est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 400,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 520,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé.

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 2 est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. Il a pour objet les travaux de chauffage ventilation climatisation (CVC), plomberie, sanitaires sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°2 est fixé à 100 000 € HT soit 400 000€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité. Le montant maximum du lot 2 est fixé à 520 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : Plateforme de Achats de l'Etat (PLACE).

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Maçonnerie, gros œuvre, carrelage, plâtrerie, faux plafond, peinture, revêtements de sols, revêtement muraux, cloisons, désamiantage, déplombage.

Description : Maçonnerie, gros oeuvre, carrelage, plâtrerie, faux plafond, peinture, revêtement de sol, revêtement muraux, cloisons, désamiantage, déplombage.

Identifiant interne : 3

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45400000 Travaux de parachèvement de bâtiment

Options :

Description des options : Reconduction(s).

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint-Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La durée d'exécution de l'accord-cadre court, à compter de la date de notification, pour une période de douze (12) mois. L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque période est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 800,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,040,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 3 est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. Il a pour objet les travaux de maçonnerie, gros œuvre, carrelage, plâtrerie, faux plafond, peinture, revêtements de sols, revêtement muraux, cloisons, désamiantage, déplombage sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°3 est fixé à 200 000 € HT soit 800 000€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité. Le montant maximum du lot 3 est fixé à 1 040 000 € HT la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : Plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0004

Titre : Menuiseries intérieures (alu, bois, PVC) et stores, volets extérieurs, métallerie, serrurerie

Description : Menuiseries intérieures (alu, bois, PVC) et stores, volets extérieurs, métallerie, serrurerie.

Identifiant interne : 4

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45421000 Travaux de menuiserie

Options :

Description des options : Reconduction(s).

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint-Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La durée d'exécution de l'accord-cadre court, à compter de la date de notification, pour une période de douze (12) mois. L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque période est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 600,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 780,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé.

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 4 est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. Il a pour objet les travaux de menuiseries intérieures (alu, bois, PVC) et stores, volets extérieurs, métallerie, serrurerie sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°4 est fixé à 150 000 € HT soit 600 000€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Le montant maximum du lot 4 est fixé à 780 000 € HT la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : Plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de

publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0005

Titre : Electricité courants forts courants faibles (CFO-CFA), câblage, éclairage

Description : Electricité courants forts, courants faibles (CFO-CFA), câblage, éclairage.

Identifiant interne : 5

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45311000 Travaux de câblage et d'installations électriques

Options :

Description des options : Reconduction(s).

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint-Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque reconduction est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée de l'accord-cadre ne peut dépasser quatre (4) ans conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du code de la commande publique. En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la décision de non

reconduction est communiquée au titulaire au minimum un (1) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Aucune indemnité n'est versée au titulaire en cas de non reconduction de l'accord-cadre par la présidence de la République.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,800,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 2,070,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé.

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 5 est un accord-cadre multi-attributaires. Il sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres recevables) donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il a pour objet les travaux d'électricité courants forts courants faibles (CFO-CFA), câblage, éclairage sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°5 est fixé à 450 000 € HT soit 1 800 000€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité. Le montant maximum du lot 5 est fixé à 2 070 000 € HT la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : PLACE (plateforme des achats de l'Etat)

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994)

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0006

Titre : Chauffage, ventilation, climatisation (CVC), plomberie, sanitaire

Description : Chauffage, ventilation, climatisation (CVC), plomberie, sanitaire

Identifiant interne : 6

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45330000 Travaux de plomberie

Options :

Description des options : Reconduction(s).

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La durée d'exécution de l'accord-cadre court, à compter de la date de notification, pour une période de douze (12) mois. L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque période est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,800,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 2,070,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé.

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 6 est un accord-cadre multi-attributaires. Il sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres recevables) donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il a pour objet les travaux de chauffage ventilation climatisation (CVC), plomberie, sanitaire sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°6 est fixé à 450 000 € HT soit 1 800 000€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité. Le montant maximum du lot 6 est fixé à 2 070 000 € HT la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : Plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0007

Titre : Maçonnerie, gros oeuvre, carrelage, plâtrerie, faux plafond, peinture, revêtement de sol, revêtement muraux, cloisons, désamiantage, déplombage

Description : Maçonnerie, gros oeuvre, carrelage, plâtrerie, faux plafond, peinture, revêtement de sol, revêtement muraux, cloisons, désamiantage, déplombage

Identifiant interne : 7

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45400000 Travaux de parachèvement de bâtiment

Options :

Description des options : Reconduction(s).

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint-Honoré.

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La durée d'exécution de l'accord-cadre court, à compter de la date de notification, pour une période de douze (12) mois. L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque période est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,200,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 2,530,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 7 est un accord-cadre multi-attributaires. Il sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres recevables) donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il a pour objet les travaux de maçonnerie, gros œuvre, carrelage, plâtrerie, faux plafond, peinture, revêtements de sols, revêtement muraux, cloisons, désamiantage, déplombage sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°7 est fixé à 550 000 € HT soit 2 200 000€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité. Le montant maximum du lot 7 est fixé à 2 530 000 € HT la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : Plateforme de Achats de l'Etat (PLACE).

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0008

Titre : Menuiseries intérieures (alu, bois, PVC) et stores, volets extérieurs, métallerie, serrurerie.

Description : Menuiseries intérieures (alu, bois, PVC) et stores, volets extérieurs, métallerie, serrurerie.

Identifiant interne : 8

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45421000 Travaux de menuiserie

Options :

Description des options : Reconstitution(s)

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 55 rue du faubourg Saint-Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans les documents de la consultation.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 1 An

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La durée d'exécution de l'accord-cadre court, à compter de la date de notification, pour une période de douze (12) mois. L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque période est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,800,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 2,070,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Marché renouvelé tous les 4 ans, ou avant 4 ans si le montant maximum est épuisé.

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

Informations complémentaires : Le présent lot n° 8 est un accord-cadre multi-attributaires. Il sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres recevables) donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il a pour objet les travaux de menuiseries intérieures (alu, bois, PVC) et stores, volets extérieurs, métallerie, serrurerie sur les bâtiments de la présidence de la république. Le montant estimatif annuel du lot n°8 est fixé à 450 000 € HT soit 1 800 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Les estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité. Le montant maximum du lot 8 est fixé à 2 070 000 € HT la durée totale de l'accord-cadre (4 ans).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Canal de communication ad hoc :

Nom : Plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

URL : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2891632&orgAcronyme=w3x>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 19/12/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Un accord et un engagement de confidentialité sont joints au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de

celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré-contractuel dans les conditions des articles L551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L551-13 et suivants du code de justice administrative (dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de l'accord-cadre et dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord cadre dans les autres cas), le tribunal peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision Département du Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (décision numéro 358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Présidence de la République

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Présidence de la République

Organisation qui traite les offres : Présidence de la République

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Présidence de la République

Numéro d'enregistrement : 10000001700010

Département : Département achats et marchés publics

Adresse postale : 55 rue du Faubourg Saint-Honoré

Ville : Paris

Code postal : 75008

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Département achats et marchés publics

Adresse électronique : achats@elysee.fr

Téléphone : +33 142928254

Adresse internet : <https://www.elysee.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 177 500 055 00013

Adresse postale : 7 rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75181 Paris

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Greffe du tribunal administratif de Paris

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : +33 1 44 59 44 00

Adresse internet : <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Greffe du tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 177 500 055 00013

Département : Tribunal administratif de Paris

Adresse postale : 7 rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75181 Paris

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Greffe du Tribunal administratif de Paris

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Adresse internet : <https://paris.tribunal-administratif.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://paris.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : aea2b86f-05bd-407d-86f8-5fbdedce8672 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 14/11/2025 à 11:32

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 14/11/2025